

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/14290]

7 DECEMBRE 2017. — Ordonnance contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992*Section 1^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 2. Les modifications effectuées par la présente ordonnance sont applicables uniquement en ce qui concerne le précompte immobilier.

Section 2. — *Dispositions modificatives applicables à l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 3. Dans la version française du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° les mots « dirigeant de l'administration en charge de l'établissement de l'impôt sur les revenus », « fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des impôts », « conseiller général », « conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis », « fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « directeur des contributions », « receveur chargé du recouvrement », « fonctionnaire désigné par le Roi », « receveur compétent », « fonctionnaire chargé du recouvrement », « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus », « fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement des impôts sur les revenus », « receveur », « receveur des contributions directes », « fonctionnaire compétent » et « receveur compétent » sont chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « l'agent compétent de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° les mots « fonctionnaires chargés du recouvrement », « agents de l'administration », « agents de l'administration qui est en charge des impôts sur les revenus », « agents », « fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « personnes appartenant aux services à qui l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « receveurs », et « conseillers généraux de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions » sont chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaires statutaires ou contractuels désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° les mots « fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre des Finances » et « fonctionnaire du titre de conseiller au moins, désigné à cet effet par le Ministre des Finances » sont chaque fois remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

5° les mots « l'agent désigné par le Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

6° les mots « au Trésor » sont chaque fois remplacés par les mots « à la Région de Bruxelles-Capitale » ;

7° les mots « du Trésor » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

8° les mots « le Trésor public » sont chaque fois remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/14290]

7 DECEMBER 2017. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen in het licht van de overname van de dienst onroerende voorheffing en van de wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992*Afdeling 1. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De wijzigingen als gevolg van de huidige ordonnantie zijn uitsluitend van toepassing voor wat betreft de onroerende voorheffing.

Afdeling 2. — *Wijzigingsbepalingen van toepassing op het gehele Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 3. In de Franse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht betreffende de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1° de woorden « dirigeant de l'administration en charge de l'établissement de l'impôt sur les revenus », « fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des impôts », « conseiller général », « conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis », « fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « directeur des contributions », « receveur chargé du recouvrement », « fonctionnaire désigné par le Roi », « receveur compétent », « fonctionnaire chargé du recouvrement », « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus », « fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement des impôts sur les revenus », « receveur », « receveur des contributions directes », « fonctionnaire compétent » en « receveur compétent » worden telkens vervangen door de woorden « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « l'agent compétent de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus » worden vervangen door de woorden « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° de woorden « fonctionnaires chargés du recouvrement », « agents de l'administration », « agents de l'administration qui est en charge des impôts sur les revenus », « agents », « fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « personnes appartenant aux services à qui l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « receveurs », en « conseillers généraux de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions » worden telkens vervangen door de woorden « fonctionnaires statutaires ou contractuels désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° de woorden « fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre des Finances » en « fonctionnaire du titre de conseiller au moins, désigné à cet effet par le Ministre des Finances » worden telkens vervangen door de woorden « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

5° de woorden « l'agent désigné par le Ministre » worden telkens vervangen door de woorden « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

6° de woorden « au Trésor » worden telkens vervangen door de woorden « à la Région de Bruxelles-Capitale » ;

7° de woorden « du Trésor » worden telkens vervangen door de woorden « de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

8° de woorden « le Trésor public » worden telkens vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

9° les mots « l'État » sont chaque fois remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

10° les mots « l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « l'administration », « l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « l'administration fiscale », « les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances », « l'administration qui a en charge l'établissement ou le recouvrement de l'impôt sur les revenus dans ses attributions », « l'administration belge », « l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », « l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », « le service désigné à cette fin par le Ministre des Finances », « le service désigné à cet effet par l'administration générale de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus » et « le Service Public fédéral Finances » sont chaque fois remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

11° les mots « à l'administration », « à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « à l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », et « à l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus » sont chaque fois remplacés par les mots « au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

12° les mots « Ministre des Finances » et « ministre » sont chaque fois remplacés par les mots « Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget ».

Art. 4. Dans la version néerlandaise du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° les mots « leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de inkomstenbelastingen », « adviseur generaal », « adviseur generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd », « een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen met een hogere titel dan die van attaché », « ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « ontvanger belast met de invordering », « de door de Koning aan te wijzen ambtenaar », « bevoegde ontvanger », « ambtenaar belast met de invordering », « adviseur generaal belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen », « ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de inkomstenbelastingen », « ontvanger », « bevoegde ambtenaar » et « bevoegde ontvanger » sont chaque fois remplacés par les mots « statutair of contractueel ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° les mots « de bevoegde ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele of ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° les mots « de bevoegde ambtenaren belast met de invordering », « bevoegde ambtenaar van de administratie », « bevoegde ambtenaar van de administratie bevoegd voor de inkomstenbelastingen », « ambtenaren », « ambtenaren van de administratie bevoegd voor de vestiging, of deze bevoegd voor de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen », « personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen », « ontvangers », et « adviseur generaals van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen aangeduid door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden » sont chaque fois remplacés par les mots « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° les mots « de ambtenaar die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën » et « een ambtenaar met minstens de titel van adviseur, die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën » sont chaque fois remplacés par les mots « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting » ;

9° de woorden « l'État » worden telkens vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

10° de woorden « l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « l'administration », « l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », « l'administration fiscale », « les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances », « l'administration qui a en charge l'établissement ou le recouvrement de l'impôt sur les revenus dans ses attributions », « l'administration belge », « l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », « l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », « le service désigné à cette fin par le Ministre des Finances », « le service désigné à cet effet par l'administration générale de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus » en « le Service Public fédéral Finances » worden telkens vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

11° de woorden « à l'administration », « à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus », « à l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus », en « à l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus » worden vervangen door de woorden « au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

12° de woorden « Ministre des Finances » en « ministre » worden telkens vervangen door de woorden « Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget ».

Art. 4. In de Nederlandse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht betreffende de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1° de woorden « leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de inkomstenbelastingen », « adviseur generaal », « adviseur generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd », « een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen met een hogere titel dan die van attaché », « ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « ontvanger belast met de invordering », « de door de Koning aan te wijzen ambtenaar », « bevoegde ontvanger », « ambtenaar belast met de invordering », « adviseur generaal belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen », « ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de inkomstenbelastingen », « ontvanger », « bevoegde ambtenaar » en « bevoegde ontvanger » worden telkens vervangen door de woorden « statutair of contractueel ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° de woorden « de bevoegde ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » worden vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° de woorden « de bevoegde ambtenaren belast met de invordering », « bevoegde ambtenaar van de administratie », « bevoegde ambtenaar van de administratie bevoegd voor de inkomstenbelastingen », « ambtenaren », « ambtenaren van de administratie bevoegd voor de vestiging, of deze bevoegd voor de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen », « personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen », « ontvangers », en « adviseur generaals van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen aangeduid door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden » worden telkens vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° de woorden « de ambtenaar die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën » en « een ambtenaar met minstens de titel van adviseur, die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën » worden telkens vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting » ;

5° les mots « de ambtenaar aangeduid door de Minister » sont chaque fois remplacés par les mots « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting » ;

6° les mots « aan de schatkist » sont chaque fois remplacés par les mots « aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

7° les mots « van de schatkist » sont chaque fois remplacés par les mots « van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

8° les mots « de Openbare schatkist » sont chaque fois remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

9° les mots « de Staat » sont chaque fois remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

10° les mots « de administratie belast voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de administratie », « de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen », « de fiscale administratie », « de administraties die ressorteren onder de federale overheidsdienst Financiën », « de administratie belast met de vestiging of bevoegd voor de invordering van de inkomstenbelastingen », « de Belgische administratie », « de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de dienst die daarvoor aangewezen is door de Minister van Financiën », « de dienst die daarvoor aangewezen is door de Algemene administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » et « de federale overheidsdienst Financiën » sont chaque fois remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

11° les mots « aan de administratie », « aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « aan de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen » et « aan de bevoegde administratie voor de vestiging van de inkomstenbelastingen » sont chaque fois remplacés par les mots « aan de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

12° les mots « Ministerie van Financiën » et « minister » sont chaque fois remplacés par les mots « minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting ».

Section 3. — Dispositions modificatives spécifiques

Art. 5. Par dérogation à l'article 4, dans la version française du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° dans l'article 322, § 5, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « par le fonctionnaire visé au § 2, alinéa 3, désigné par le ministre » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé au § 2, alinéa 3 » ;

2° dans l'article 333/1 du même Code, le paragraphe 2 est remplacé comme suit : « Le service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fournit une fois par an au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances et du Budget, un rapport qui contient les informations déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

3° dans l'article 335, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « dudit Service public régulièrement chargés de l'établissement et du recouvrement des impôts » sont remplacés par les mots « du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° dans l'article 366, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis » sont remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

5° de woorden « de ambtenaar aangeduid door de Minister » worden telkens vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting » ;

6° de woorden « aan de schatkist » worden telkens vervangen door de woorden « aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

7° de woorden « van de schatkist » worden telkens vervangen door de woorden « van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

8° de woorden « de Openbare schatkist » worden telkens vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

9° de woorden « de Staat » worden telkens vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

10° de woorden « de administratie belast voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de administratie », « de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen », « de fiscale administratie », « de administraties die ressorteren onder de federale overheidsdienst Financiën », « de administratie belast met de vestiging of bevoegd voor de invordering van de inkomstenbelastingen », « de Belgische administratie », « de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen », « de dienst die daarvoor aangewezen is door de Minister van Financiën », « de dienst die daarvoor aangewezen is door de Algemene administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » en « de federale overheidsdienst Financiën » worden telkens vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

11° de woorden « aan de administratie », « aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen », « aan de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen » en « aan de bevoegde administratie voor de vestiging van de inkomstenbelastingen » worden telkens vervangen door de woorden « aan de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

12° de woorden « Ministerie van Financiën » en « minister » worden telkens vervangen door de woorden « minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting ».

Afdeling 3. — Specifieke wijzigingsbepalingen

Art. 5. In afwijking van artikel 4, worden in de Franse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de volgende wijzigingen aangebracht met betrekking tot de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1° in artikel 322, § 5, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de woorden « par le fonctionnaire visé au § 2, alinéa 3, désigné par le ministre » vervangen door de woorden « par le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé au § 2, alinéa 3 » ;

2° in artikel 333/1, van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt : « Le service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fournit une fois par an au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances et du Budget, un rapport qui contient les informations déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

3° in artikel 335, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « dudit Service public régulièrement chargés de l'établissement et du recouvrement des impôts » vervangen door de woorden « du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° in artikel 366, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis » vervangen door de woorden « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

5° dans le même article, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Lorsque la réclamation est adressée à un autre fonctionnaire d'un des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire. » ;

6° dans l'article 376quinquies, du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. En cas de réclamation introduite auprès du fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou, lorsque l'application de l'article 376 a été demandée, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 2, du même article, les mots « le service de conciliation fiscale » sont remplacés par les mots « le service visé au paragraphe 1^{er} » ;

8° dans l'article 379 du même Code, les mots « tout fonctionnaire d'une administration fiscale » sont remplacés par les mots « tout fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

9° dans l'article 413ter, § 2, du même Code, les mots « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement à son domicile » sont remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

10° dans l'article 413quinquies du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Elle peut faire l'objet, dans le mois de sa notification, d'un recours auprès d'une commission, dont la composition et les modalités sont déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

11° dans l'article 433, § 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « le receveur dans le ressort duquel le propriétaire ou l'usufruitier du bien a son domicile ou son principal établissement et, en outre, s'il s'agit d'un immeuble receveur des contributions dans le ressort duquel il est situé » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

12° dans l'article 434 du même Code, les mots « les receveurs notifiant » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale notifie » ;

13° dans l'article 441, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « du receveur, dans le ressort duquel l'immeuble est situé et, s'il y a lieu, du receveur des contributions dans le ressort duquel l'intéressé a son domicile ou son principal établissement » sont remplacés par les mots « du fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

14° dans l'article 442, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

15° dans l'article 442bis, §§ 1^{er} et 3, alinéa 2, du même Code, les mots « receveur du domicile ou du siège social du cédant » sont remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire et contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 6. Par dérogation à l'article 5, dans la version néerlandaise du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° dans l'article 322, § 5, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « de door de minister aangestelde ambtenaar bedoeld in § 2, derde lid » sont remplacés par les mots « door de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting, bedoeld in § 2, derde lid » ;

5° in hetzelfde artikel wordt het tweede lid vervangen als volgt : « Lorsque la réclamation est adressée à un autre fonctionnaire d'un des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire. » ;

6° in artikel 376quinquies, van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt : « § 1. En cas de réclamation introduite auprès du fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou, lorsque l'application de l'article 376 a été demandée, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

7° in paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden « le service de conciliation fiscale » vervangen door de woorden « le service visé au paragraphe 1^{er} » ;

8° in artikel 379, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « tout fonctionnaire d'une administration fiscale » vervangen door de woorden « tout fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

9° in artikel 413ter, § 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement à son domicile » vervangen door de woorden « fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

10° in artikel 413quinquies van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 2, vervangen als volgt : « § 2. Elle peut faire l'objet, dans le mois de sa notification, d'un recours auprès d'une commission, dont la composition et les modalités sont déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. » ;

11° in artikel 433, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le receveur dans le ressort duquel le propriétaire ou l'usufruitier du bien a son domicile ou son principal établissement et, en outre, s'il s'agit d'un immeuble receveur des contributions dans le ressort duquel il est situé » vervangen door de woorden « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

12° in artikel 434 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « les receveurs notifiant » vervangen door de woorden « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale notifie » ;

13° in artikel 441, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « du receveur, dans le ressort duquel l'immeuble est situé et, s'il y a lieu, du receveur des contributions dans le ressort duquel l'intéressé a son domicile ou son principal établissement » vervangen door de woorden « du fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

14° in artikel 442, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles » vervangen door de woorden « le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

15° in artikel 442bis, §§ 1 en 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « receveur du domicile ou du siège social du cédant » vervangen door de woorden « fonctionnaire statutaire et contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 6. In afwijking van artikel 5, in de Nederlandse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende veranderingen aangebracht met betrekking tot de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1° in artikel 322, § 5, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de woorden « de door de minister aangestelde ambtenaar bedoeld in § 2, derde lid » vervangen door de woorden « door de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting, bedoeld in § 2, derde lid » ;

2° dans l'article 333/1, du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « De dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bezorgt éénmaal per jaar een rapport aan de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën en Begroting. Dit rapport bevat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde informatie. » ;

3° dans l'article 355, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de voornoemde federale overheidsdienst regelmatig belast met de vestiging en invordering van de belastingen » sont remplacés par les mots « van de dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° dans l'article 366, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de adviseur generaal van de administratie belast met de invordering van de belastingen op de inkomsten in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhogingen en de boete zijn gevestigd » sont remplacés par les mots « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

5° dans le même article, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Ingeval het bezwaarschrift is geadresseerd aan een andere ambtenaar van één van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dan deze die hiervoor werd aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zal het bezwaarschrift geldig ingediend blijven vanaf de datum van ontvangst door deze ambtenaar. » ;

6° dans l'article 376quinquies du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1. Ingeval het bezwaarschrift ingediend bij de bevoegde statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of, ingeval de toepassing van artikel 376 gevraagd werd, kunnen de belastingsschuldige evenals de echtgenoot van de belastingsschuldige op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de dienst hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. » ;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 2, du même article, les mots « de dienst voor fiscale bemiddeling » sont remplacés par les mots « de dienst zoals vermeld in paragraaf 1 » ;

8° dans l'article 379 du même Code, les mots « elke ambtenaar van de fiscale administratie » sont remplacés par les mots « elke statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

9° dans l'article 413ter, § 2, du même Code, les mots « adviseur generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de belastingsschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd zijn woonplaats heeft » sont remplacés par les mots « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

10° l'article 413quinquies, § 2, du même Code, est remplacé par ce qui suit : « § 2. Ze kan het voorwerp uitmaken, binnen de maand van de kennisgeving, van een beroep ingesteld bij een commissie, waarvan de samenstelling en de modaliteiten bepaald zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

11° dans l'article 433, § 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « de ontvanger van het ambtsgebied waarin de eigenaar of de vruchtgebruiker van het goed zijn woonplaats of zijn hoofdinstichting heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger van het ambtsgebied waarin dat goed gelegen is » sont remplacés par les mots « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

12° dans l'article 434 du même Code, les mots « wordt door de ontvangers kennis gegeven » sont remplacés par les mots « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geven kennis » ;

13° dans l'article 441, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « van de ontvanger in wiens ambtsgebied het onroerend goed gelegen is en, in voorkomend geval, van de ontvanger in wiens ambtsgebied de betrokkene zijn woonplaats of zijn hoofdinstichting heeft » sont remplacés par les mots « van de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in artikel 333/1, van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 2 vervangen als volgt : « De dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bezorgt éénmaal per jaar een rapport aan de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting. Dit rapport bevat de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde informatie. » ;

3° in artikel 355, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de voornoemde federale overheidsdienst regelmatig belast met de vestiging en invordering van de belastingen » vervangen door de woorden « van de dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° in artikel 366, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de adviseur generaal van de administratie belast met de invordering van de belastingen op de inkomsten in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhogingen en de boete zijn gevestigd » vervangen door de woorden « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

5° in hetzelfde artikel wordt het tweede lid vervangen door wat volgt : « Ingeval het bezwaarschrift is geadresseerd aan een andere ambtenaar van één van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dan deze die hiervoor werd aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zal het bezwaarschrift geldig ingediend blijven vanaf de datum van ontvangst door deze ambtenaar. » ;

6° in het artikel 376quinquies van hetzelfde Wetboek, wordt de eerste paragraaf vervangen door wat volgt : « § 1. Ingeval het bezwaarschrift ingediend bij de bevoegde statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of, ingeval de toepassing van artikel 376 gevraagd werd, kunnen de belastingsschuldige evenals de echtgenoot van de belastingsschuldige op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de dienst hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. » ;

7° in paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden « de dienst voor fiscale bemiddeling » vervangen door de woorden « de dienst zoals vermeld in paragraaf 1 » ;

8° in het artikel 379, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « elke ambtenaar van de fiscale administratie » vervangen door de woorden « elke statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

9° in het artikel 413ter, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « adviseur generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de belastingsschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd zijn woonplaats heeft » vervangen door de woorden « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

10° artikel 413quinquies, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt : « § 2. Ze kan het voorwerp uitmaken, binnen de maand van de kennisgeving, van een beroep ingesteld bij een commissie, waarvan de samenstelling en de modaliteiten bepaald zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

11° in artikel 433, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de ontvanger van het ambtsgebied waarin de eigenaar of de vruchtgebruiker van het goed zijn woonplaats of zijn hoofdinstichting heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger van het ambtsgebied waarin dat goed gelegen is » vervangen door de woorden « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

12° in artikel 434 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « wordt door de ontvangers kennis gegeven » vervangen door de woorden « de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geven kennis » ;

13° in artikel 441, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « van de ontvanger in wiens ambtsgebied het onroerend goed gelegen is en, in voorkomend geval, van de ontvanger in wiens ambtsgebied de betrokkene zijn woonplaats of zijn hoofdinstichting heeft » vervangen door de woorden « van de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

14° dans l'article 442, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdinstelling van de eigenaar van die goederen » sont remplacés par les mots « de statutaire ambtenaar of de contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

15° dans l'article 442bis, §§ 1^{er} et 3, alinéa 2, du même Code, les mots « ontvanger van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager » sont remplacés par les mots « statutaire ambtenaar of contractueel ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Section 4. — Disposition abrogatoire

Art. 7. L'article 322, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, est abrogé.

Section 5. — Autres dispositions

Art. 8. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est autorisé à faire concorder les dénominations des administrations fédérales, les fonctions et les grades de certains fonctionnaires, tels que visés au chapitre 2, à la modification des dénominations, fonctions et grades dans le Code des impôts sur les revenus 1992.

Les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pris en vertu de l'alinéa premier sont ratifiés par une ordonnance.

Art. 9. A compter du 1^{er} janvier 2018, il y a lieu de considérer que toute mention, dans les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992, non modifiées par la présente ordonnance, d'un fonctionnaire de l'administration fiscale fédérale, mentionne en fait le fonctionnaire désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour remplir les missions en question, ou, à défaut de désignation, le fonctionnaire de l'administration fiscale régionale, qui remplit dans les faits ces missions.

CHAPITRE 3. — Dispositions modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 10. Dans l'article 17, § 1^{er}, de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, les mots « sur le territoire de la Région » sont remplacés par les mots « sur le territoire de la Belgique ».

Art. 11. À l'article 24 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase « Il fixe également les modèles à utiliser. » est abrogée ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de la notification, cette notification sera considérée comme non avenue. ».

Art. 12. Dans l'article 25, alinéa 2, de la même ordonnance, la phrase « Il fixe également les modèles à utiliser. » est abrogée.

Art. 13. Dans l'article 26, dernier alinéa, de la même ordonnance, la phrase « Il fixe également les modèles à utiliser. » est abrogée.

Art. 14. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 27/1, rédigé comme suit :

« Article 27/1. Les articles 24 à 27 sont applicables à toute personne habilitée à donner l'authenticité aux actes visés à l'article 24. ».

Art. 15. Dans la même ordonnance, il est inséré un article 27/2, rédigé comme suit :

« Article 27/2. Dans le cadre des échanges visés aux articles 24 à 27, les parties concernées peuvent utiliser le numéro du registre national, visé à l'article 2, alinéa 2, ou à l'article 2bis, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, des personnes dont les données sont échangées. ».

14° in artikel 442, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdinstelling van de eigenaar van die goederen » vervangen door de woorden « de statutaire ambtenaar of de contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

15° in het artikel 442bis, §§ 1 en 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « ontvanger van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager » vervangen door de woorden « statutair ambtenaar of contractueel ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Afdeling 4. — Opheffingsbepaling

Art. 7. Artikel 322, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt opgeheven.

Afdeling 5. — Andere bepalingen

Art. 8. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering is bevoegd om de benamingen te laten overeenstemmen met deze van de federale administraties, met de functies en graden van bepaalde ambtenaren, zoals vermeld in hoofdstuk 2, aan de aanpassingen van de benamingen, functies en graden zoals bepaald in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering genomen en vermeld in het eerste lid worden bekrachtigd door een ordonnantie.

Art. 9. Te rekenen vanaf 1 januari 2018, dient begrepen te worden onder « een ambtenaar van de fiscale federale administratie » in zoverre het voorkomt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en het niet aangepast werd door de huidige ordonnantie, een ambtenaar aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor het vervullen van de vooropgestelde missies, of, bij het uitblijven van een aanstelling, de ambtenaar van de gewestelijke fiscale administratie, die in de feiten deze missies vervullen.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 10. In artikel 17, § 1, van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden « op het grondgebied van het Gewest » vervangen door de woorden « op het grondgebied van België ».

Art. 11. In artikel 24 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin « De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast. » wordt opgeheven ;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend : « Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen drie maanden te rekenen van de verwittiging, wordt deze verwittiging als niet bestaande beschouwd. ».

Art. 12. In artikel 25, tweede lid, van dezelfde ordonnantie wordt de zin « De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast. » opgeheven.

Art. 13. In artikel 26, laatste lid, van dezelfde ordonnantie wordt de zin « De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast. » opgeheven.

Art. 14. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 27/1, ingevoegd, luidend :

« Artikel 27/1. De artikelen 24 tot en met 27 zijn van toepassing op elke persoon die bevoegd is om de authenticiteit te verlenen aan de in artikel 24 bedoelde akten. ».

Art. 15. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 27/2, ingevoegd, luidend :

« Artikel 27/2. In het kader van de uitwisselingen bedoeld in de artikelen 24 tot en met 27, mag door alle betrokken partijen gebruik worden gemaakt van het rijksregisternummer, zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, of in artikel 2bis, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, van de personen waarover gegevens worden uitgewisseld. ».

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 16. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—————
Note

Session ordinaire 2017-2018

Documents du Parlement :

A-573/1 Projet d'ordonnance.

A-573/2 Rapport.

Compte rendu intégral : 17 novembre 2017.

Discussion et adoption : séance du vendredi 17 novembre 2017.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 16. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2018.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2017.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—————
Nota

Gewone zitting 2017-2018

Documenten van het Parlement :

A-573/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-573/2 Verslag.

Integraal verslag : 17 november 2017.

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 17 november 2017.

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES

[C – 2017/31887]

30 NOVEMBRE 2017. — Arrêté 2017/881 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exécution du décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française

LE COLLÈGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission Communautaire française, **les articles 3, § 6, 4 § 3 et 6;**

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes du 15 juin 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation des personnes handicapées du 15 juin 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le **6 juillet 2017;**

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 août 2017;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 30 novembre 2017;

Vu l'avis n° 62.205/4 du **Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2017** en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française;

2° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française, visé à l'article 2, 1° du décret;

3° le Service PHARE : le Service Personne Handicapée Autonomie Recherchée, visé à l'article 2, 3° du décret;

4° la personne handicapée : la personne visée à l'article 2, 5° du décret;

5° l'incidence : l'incidence visée à l'article 2, 10° du décret.